



Pour mémoire : L'appel du 18 juin 1940

Introduction	2
L'appel du 18 juin : un document patrimonial.....	3
L'auteur de l'appel, le général de Gaulle : « <i>un militaire en marge de la République</i> » S. Berstein	4
L'entrée dans la carrière	4
Le nationalisme de de Gaulle : nationalisme ou conception originale de la nation ?	5
Expérience de la Grande Guerre	6
Un théoricien de la chose militaire	8
Un acteur de la campagne de France : gouvernement Reynaud	9
L'appel du 18 juin prononcé à la radio de Londres : texte et pistes de commentaire pour la classe (3e, 1re, cycle 3 du primaire)	11
Contexte d'un document	11
Texte commenté de l'appel du 18 juin 1940	12
Portée du document.....	15
La mise en mémoire du 18 juin 1940	18
Un événement surestimé ? Le 18 juin de quelques protagonistes du conflit, loin de l'appel	20
Winston Churchill, le 18 juin 1940, Chef du War cabinet, Premier ministre, 1 ^{er} Lord du Trésor et ministre de la Défense nationale : un discours fondateur aux Communes	21
Le 18 juin d'Hitler et de Mussolini : tractations pour une fin de guerre ?	22
Le 18 juin de F. D. Roosevelt, chef de la première puissance mondiale	23
Le 18 juin de Joseph Staline	24
Le 18 juin du maréchal Pétain.....	25
Conclusion générale.....	27
Ressources.....	28
Documents complémentaires, projet pédagogique.....	28
Bibliographie indicative	32
Sitographie	32
Ressources Scérén.....	32

Dossier rédigé par Pierrick HERVE, professeur d'histoire en CPGE littéraires, lycée Camille Guérin, Poitiers.

Introduction

Au mois de juin 2010 nous commémorerons le soixante-dixième anniversaire de l'appel du 18 juin prononcé par le général de Gaulle et communément reconnu comme un document patrimonial de notre histoire. Si elle est aussi anniversaire d'une défaite (la bataille de Waterloo) cette date du 18 juin, anniversaire d'un acte fondateur, marque incontestablement l'histoire de la Nation France. Elle crée même sa propre histoire, suffisamment efficiente pour ne pas avoir besoin de rappeler le millésime, ne parle-t-on pas de l'« appel du 18 juin », de l'« Homme du 18 juin » sans autre précision, au point que bon nombre des élèves de nos classes hésitent entre 1939, 1940 et 1944 ?

Associée à un homme au parcours à la fois classique et hors du commun, associée à un moment-clé d'un conflit au cours duquel la République la plus longue de l'Histoire de France vacille et se saborde, la date du 18 juin est dès lors teintée d'ambiguïté et de mystère. Ambiguïté des temps de création du texte, un départ précipité et le refus d'un arrêt des combats, ambiguïté aussi de son insertion dans des apprentissages scolaires, nous y reviendrons. L'appel du 18 juin se présente à la fois comme un document « facile » à étudier et comme un document éminemment dangereux. Le terme est certes un peu fort mais il veut alerter sur les risques qu'il y a à étudier un document d'histoire sous l'angle de ce qu'il n'est pas. L'appel du 18 juin n'est ni une prémonition, ni une prophétie. Il est cependant assez souvent utilisé comme une espèce de document-source annonciateur du cours de l'enseignant, cours qui conduit de la résistance à la libération de la France comme une sorte de chemin, difficile certes, mais pour ainsi dire inéluctable, comme inscrit dans ces quelques lignes rédigées dans l'urgence, puis réécrites à plusieurs reprises et âprement discutées par les autorités anglaises.

Cependant, il reste bien évidemment un document patrimonial et appartient aux grands repères chronologiques et spatiaux imposés en classe de troisième. C'est aussi le seul document sur la résistance inséré dans les programmes de cette même classe mis en relation avec des témoignages. Pour [les nouveaux programmes de 3e](#), applicables à la rentrée 2012, « Pétain et de Gaulle illustrent les deux attitudes devant la défaite militaire » et « La Résistance est abordée à travers l'exemple d'un réseau d'un mouvement ou d'un maquis. Une mise en perspective permet d'expliquer la place de la France Libre, ses liens avec la Résistance intérieure et le rôle qu'elle a joué dans son unification » (nouveaux programmes de 3e). Dans les capacités attendues de l'élève, connaître et utiliser le repère suivant, il est l'un des quatre repères retenus pour le thème « Effondrement et refondation républicaine ». Dans [les programmes actuels des classes de 1re](#), il s'intègre à la sous-partie consacrée à la France dans la Seconde Guerre mondiale, portant sur les composantes et l'action de la Résistance intérieure et de la France Libre. Pour l'école primaire, [le cycle 3 propose une connaissance de la France contemporaine inscrite dans un cadre européen](#).

L'appel du 18 juin : un document patrimonial

Au sens propre du terme, le document est « ce qui sert à instruire », il naît quand l'objet devient témoignage de quelque chose... Ici, l'appel du 18 juin est un document-source, c'est-à-dire le matériau à partir duquel s'écrit l'histoire, à partir duquel se construit l'ensemble des structures analytiques, explicatives, interprétatives. Il est donc indispensable à l'enseignant. Un document-source possède toujours une origine et un auteur, une mise en contexte, un statut, qui doivent être présentés aux élèves et qui font parfois débat. Cependant il occupe une place originale car il appartient à ce qui nous est transmis par nos pères comme constitutifs d'un héritage collectif, formateur, dans lequel la mémoire commune s'investit parce qu'elle lui reconnaît une fonction identificatoire. Nous devons ranger l'appel dans cette catégorie de documents dans la mesure où il est incontestablement fondateur. Fondateur d'une forme de refus du cours pris par l'histoire, fondateur d'un refus de l'orientation choisie par une conception derrière laquelle se range la plus grande partie d'une population en plein désarroi, fondateur d'une conception de la guerre contemporaine, industrialisée, dépassant les cadres nationaux, fondateur d'une présence de la France dans le camp des vainqueurs en 1945, fondateur d'un « destin » personnel intimement lié à l'histoire contemporaine de la France. Il contribue sans doute aussi à définir cette « certaine idée de la France » qui accompagne la destinée du pays depuis 1940. Mais la prudence s'impose, l'appel ne doit pas conduire à l'hagiographie, l'histoire de la Résistance française ou du moins de la France Libre n'est pas à lire comme la simple application d'un texte rédigé dans des conditions particulières, la victoire finale n'est pas le simple résultat d'une inscription dans le texte. Toutefois, ce n'est effectivement pas un document comme un autre.

Dans nos enseignements, la Seconde Guerre mondiale se lit à deux échelles : l'échelle globale de l'ensemble des espaces concernés par la guerre et l'échelle de la France dans son territoire métropolitain mais aussi colonial et dans les espaces de présence de la France Libre. Il semble plus facile d'insérer l'étude du texte au travail sur la Résistance française qu'à un travail d'approche de l'ensemble des résistances, l'ensemble des formes de refus de la domination nazie (travail comparatif), même si cette démarche peut paraître plus que séduisante. La place de l'appel dans l'ensemble des mouvements comme événement original, événement modèle, créateur d'un pôle de ralliement londonien... mériterait étude plus approfondie.

Comment utiliser dans une démarche pédagogique un appel très peu entendu le 18 juin 1940 ? Quel impact a-t-il eu sur les populations destinataires du contenu du message ? Vaut-il davantage par sa portée, l'utilisation qui en fut faite, par son auteur que par le fait lui-même ? Comment expliquer la place que l'appel à la résistance dans un pays vivant l'exode et la négociation des conditions d'armistice occupe dans les mémoires collectives ? Il serait bon aussi de réfléchir sur la place de l'appel dans la construction de ce qui est communément appelé le mythe gaullien. L'appel fut savamment utilisé pour la construction d'une image transmise à la nation notamment lors de sa mise en mémoire avec comme objectif et conséquence une contribution à la construction de de Gaulle comme homme politique.

Le printemps des commémorations va proposer tout un ensemble d'ouvrages, d'expositions, de pages de sites sur la toile, consacrés à l'événement et au texte. Nous ne voulons pas proposer ici une présentation maintes fois réalisée et plutôt classique reposant sur la relation entre le texte et le déroulement du conflit. Cette approche est facilement accessible. Nous voulons, en repartant cependant de la personne de l'auteur, proposer une approche commentée du texte pour les élèves de collège et de lycée en centrant la réflexion sur le contenu, non sur les faits qui lui succèdent lors de la guerre. Nous associons l'étude à la mise en place d'une mémoire du fait et du texte devenu date de naissance d'une résistance reconstructrice. Nous voulons également mettre le 18 juin 1940 du général de Gaulle, en parallèle avec la journée d'autres protagonistes du conflit, en ces moments où les trajectoires de guerre se dessinent.

Aussi proposons-nous une démarche construite en 5 temps :

1. Présentation de l'auteur : le général de Gaulle, « un militaire en marge de la République » S. Berstein
2. L'appel du 18 juin : texte et pistes de commentaire pour la classe (3e, 1re, cycle 3 du primaire)
3. La mise en mémoire du 18 juin : inscription dans la mémoire nationale et participation à la construction du mythe gaullien
4. Un événement surestimé ? Le 18 juin de quelques protagonistes du conflit
5. Quelques documents complémentaires à l'étude

L'auteur de l'appel, le général de Gaulle : « un militaire en marge de la République » S. Berstein

L'entrée dans la carrière

Bien que la famille vive à Paris, Charles de Gaulle voit le jour dans une maison de la rue Princesse à Lille, le 22 novembre 1890, enfant d'un milieu de bourgeoisie parisienne classique par son père et de bourgeoisie du textile du nord de la France par sa mère.

Il suit ses classes primaires chez les Frères des écoles chrétiennes, puis entre au collège de l'Immaculée conception, où il se montre fort en histoire et en français, négligeant le reste. Reçu au baccalauréat le 19 juillet 1906, 1^{re} série Latin-Grec. Il poursuit ses études en Belgique après l'interdiction faite aux congrégations d'enseigner en France. Bien qu'il n'y ait aucune tradition militaire dans sa famille, il prépare Saint-Cyr au collège Stanislas, y est reçu le 30 septembre 1909. En poste à Arras, pour son stage d'homme de troupe, refusant la promiscuité des casernes républicaines, il reçoit divers surnoms, « la grande asperge », « double mètre », mais celui de « connétable » (plus haute distinction militaire de la monarchie) le cerne sans doute davantage pour ses congénères. Il manifeste très vite une réelle ambition. À Saint-Cyr, en 1910, issu de la promotion Fez, il choisit l'infanterie, se montre brillant élève, sauf en sport et en tir, et se classe 13^e à la sortie de l'école.



Le jeune Charles De Gaulle à 18 ans en 1909 en tenue de cadet à l'école militaire Saint Cyr.
© Rue des Archives / RDA.

Charles de Gaulle en Saint-Cyrien : la photographie est datée de 1910 dans l'ouvrage d'E. Roussel. Sorti officier de l'école en 1912. Cette photographie appartient au type « photographies scolaires », chaque Saint-Cyrien posant avec le même fond, un ciel un peu tourmenté, permettant un fondu pour des tirages en noir et blanc. Une photographie presque identique est connue pour le futur général Juin.

Il choisit alors de retourner au 33^e régiment d'infanterie à Arras, préférant le sol de France à l'exotisme colonial. Philippe Pétain commande ce régiment. Entre celui que de Gaulle surnomme rapidement « précis le Sec » et le futur père de la France Libre, une communauté de religion, un même anticonformisme vis-à-vis du commandement, permettent l'instauration d'une certaine sympathie. La volonté de rester sur la terre de France marque les deux hommes. Cependant la même envie se traduit en juin 1940 par des décisions diamétralement opposées dans les faits, dans leur impact mais aussi sur l'avenir de chacun des deux hommes, sur l'avenir même de la Nation.

Le nationalisme de de Gaulle : nationalisme ou conception originale de la nation ?

Ce rapport à la Nation, de Gaulle le construit d'une façon à la fois classique et personnelle dans ces années de début de siècle. Entre le nationalisme frileux, recroquevillé, opposé aux « quatre États confédérés » que conduisent l'extrême droite et le nationalisme universaliste de la gauche française, de Gaulle élabore un nationalisme original qui se nourrit à plusieurs sources :

- la philosophie de l'action de Bergson que son père lui fait lire ;
- les œuvres de Maurice Barrès qui lui apprennent la continuité française, intégrant et acceptant toutes les époques de l'histoire de France comme un tout continu et constructif ;
- « De ses parents il gardera toujours une nostalgie de la royauté mais son pragmatisme le persuadera vite de l'impossibilité d'une restauration » (E. Roussel, p. 21) ;
- l'influence principale reste Charles Péguy : la France n'est elle-même que lorsqu'elle est au service d'un idéal. Il faut prendre en compte le caractère inaliénable de tout le contenu de l'histoire de France ;
- Paul Déroulède, connaissance de la famille, le marque par son obsession de la revanche ;
- la vocation militaire a peut-être été provoquée par les écrits d'Ernest Psichari. Ce dernier a choisi l'armée par idéal car elle forme le corps social parfait, porteur d'une longue tradition. De plus, la foi catholique lui ouvre les portes de nouvelles formes de méditation. Il multiplie les publications, L'appel aux armées en 1913, Le voyage du centurion publié en 1916 (à titre posthume). Les aspirations morales, l'engagement, la mort dans les premiers combats de la Grande Guerre font que Psichari occupe une place particulière dans les réflexions de la jeunesse des années 1910.

De Gaulle est marqué également par le catholicisme social, courant émergent dans les dernières années du XIX^e siècle autour des incitations du pape Léon XIII et, en France, d'hommes comme Albert de Mun ou Marc Sangnier.

Cet ensemble de sources variées nourrit les réflexions du futur général. Elles montrent une grande culture, un goût effréné pour la lecture, un contenu auquel sont confrontés bien des jeunes de ces années fondatrices. Cependant si sa culture est vaste, les biographes du général remarquent et soulignent qu'elle est très orientée, et notamment qu'elle est marquée par l'absence de références à l'histoire des idées au XVIII^e siècle, au temps des Lumières, au poids de la raison et aux causes de la Révolution française.

Expérience de la Grande Guerre



*Charles De Gaulle, le plus jeune capitaine de l'armée française pendant la première guerre mondiale.
© TopFoto / Roger Viollet.*

Document photographique posé. Au « ciel-décor de Saint-Cyr » s'ajoutent la balustrade et le fond végétal, portrait type des photographes privés du début du siècle. Document non daté.



*De g-dr : Charles De Gaulle, capitaine dans l'armée française avec ses frères Jacques (1893-1946), l'ainé Xavier (1887-1955) et le cadet Pierre (1897-1959) lors d'une permission à Paris en 1919.
© Rue des Archives / PVDE.*

Photographie, prise au début de la guerre, des quatre frères de Gaulle engagés dans la Grande Guerre, de gauche à droite : Charles, Jacques, Xavier et Pierre. Cette famille incarne ici la situation de nombreuses familles françaises dont les enfants sont engagés dans un conflit consommateur de soldats. Les quatre frères traversent la guerre sans être touchés par la mort de masse. Xavier et Pierre deviennent à leur tour résistants pendant la Seconde Guerre mondiale, Xavier est le père de Geneviève de Gaulle-Anthonioz. Il existe une photographie de de Gaulle avec ses camarades prisonniers du camp de Szczuczyn en 1917, de Gaulle sert la soupe à ses camarades : la fondation de Gaulle la possède, à voir. Elle est visible sur le site de la fondation : 14-24, la Grande Guerre du général de Gaulle.

Pour de Gaulle, la guerre 1914-1918 réintègre l'Armée marquée par l'affaire Dreyfus à la Nation, à la République. Présent dans son régiment, il participe à la guerre dès le mois d'août 1914 : il reçoit sa première blessure lors de son baptême du feu devant Dinant, dans une Belgique agressée.

Cependant il ne voit pas dans la guerre de position et d'usure, qui s'engage à la fin de l'année 1914, la guerre qu'il aurait voulu mener. De retour sur le front de Champagne, nommé capitaine le 15 mars 1915, il est à nouveau blessé, puis porté disparu à Verdun en 1916. Le journal de route du régiment souligne sa bravoure mais aussi et surtout ses compétences militaires et son adaptabilité. Il passe cependant le reste de la guerre prisonnier, tente de s'évader mais ne peut rentrer en France que le 28 novembre 1918. Comme le souligne le travail d'Annette Becker sur les prisonniers, il appartient à ce monde mis hors de la guerre par l'impossibilité de combattre et s'est retrouvé comme inutile au combat mené par sa patrie.

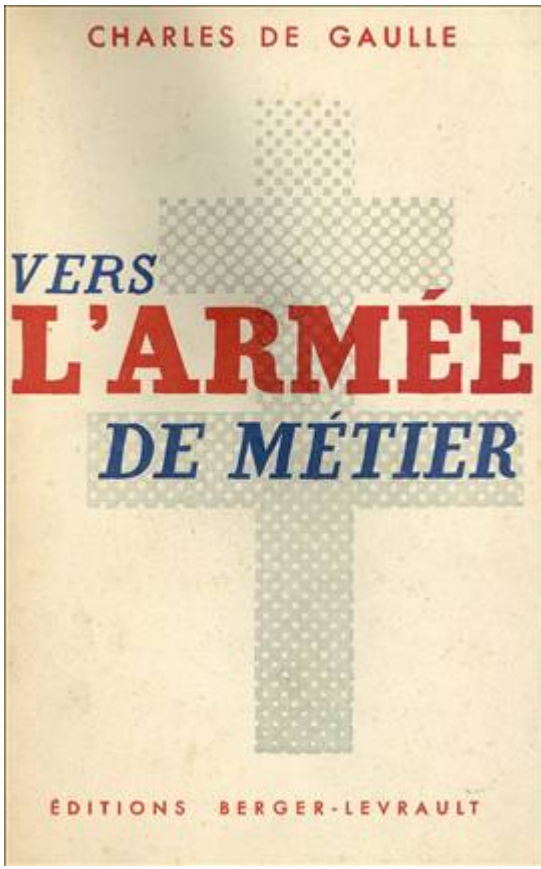
La fin de la guerre le laisse désœuvré et en situation de réfléchir, au déroulement, aux nouveaux enjeux militaires, aux causes du désastre humain. Il n'a pas conçu une dimension plus large du conflit, encore moins la possible entrée en guerre des États-Unis. À la fin de la guerre il ne prend pas en compte leur importance. Pour lui, la France a tenu le premier rôle, fait de grands sacrifices ; il soutient donc la politique de fermeté de Clémenceau. En avril 1919, il est affecté en Pologne avec fonction d'instruction au sein de l'armée polonaise, alors en guerre contre la Russie voisine, soumise au communisme de guerre. Ainsi l'expérience de la guerre se poursuit.

Carnet mondain mais discret : il épouse Yvonne Vendroux en avril 1921, maintenant les alliances familiales dans le cadre industriel du Nord.

Un théoricien de la chose militaire

Après des fonctions auprès du président du Conseil supérieur de la guerre (Philippe Pétain), de Gaulle, de 1932 à 1937, se retrouve en poste au Secrétariat permanent de la défense nationale. Il y dirige la 3e section chargée de la préparation de la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre. Il prend donc place dans « les coulisses de la politique de défense nationale » (Jean-Louis Crémieux-Brilhac) au contact de l'action politique gouvernementale à un moment crucial. Avant de donner ou d'exécuter des ordres, il agit en penseur de la chose militaire. Il mène une réflexion qui le conduit à considérer l'importance des blindés dans la guerre moderne et l'opportunité qu'il y aurait à fonder une armée professionnelle. La pensée est à la fois novatrice et dérangeante : réforme de la tactique et de l'organisation qui s'oppose aux théories figées en grande partie par l'hécatombe que fut la Grande Guerre qui semble paralyser l'état-major.

Charles de Gaulle écrit, multiplie les articles dans les revues militaires, propose des ouvrages de fond, l'armée étant toujours au cœur de la réflexion. Conseiller militaire de Paul Reynaud, il côtoie aussi les milieux politiques. En novembre 1939, il compose un mémorandum pour le haut commandement (Weygand, Gamelin...) afin de réformer la doctrine de conduite d'une guerre déclarée depuis près de deux mois et engluée dans la drôle de guerre, une guerre que ce commandement ne semble pas vouloir affronter. « L'avènement de la force mécanique » est ensuite envoyé à quelques hommes politiques dont Reynaud et Blum. Il y revendique avec énergie la constitution d'un corps blindé indispensable à ses yeux pour éviter la défaite et théorise sa liaison dans l'action avec l'aviation. Il tire semble-t-il ces pensées d'une analyse des opérations de Pologne de 1939 montrant sa capacité d'adaptation aux faits les plus récents.

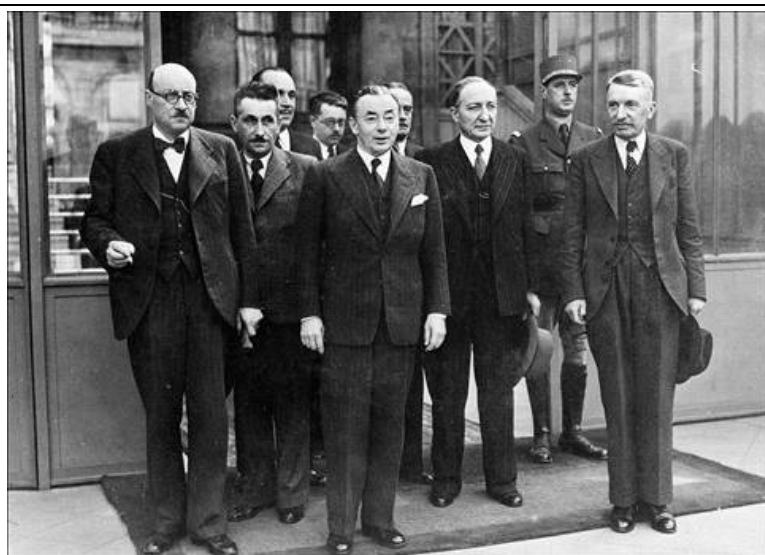
	<p>Couverture de l'ouvrage publié en 1934, publié chez Berger-Levrault : de Gaulle y affirme la nécessité d'un corps de blindés associant mouvement et feu, et qui demande la mise en place d'une armée professionnelle. Intérêt réel mais limité dans les effets dans la classe politique française en proie aux difficultés de la crise politique des années 1930.</p>
<p>Charles De Gaulle. Couverture de « Vers l'armée de métier ». Réédité par Berger-Levrault, Fin 1944. © Roger Viollet.</p>	

Images INA de la visite aux compagnies de char du président Lebrun, présentée par le général de Gaulle, le 23 octobre 1939. Utilisation en transition avec partie suivante. [Voir la vidéo sur le site de l'INA](#)

Un acteur de la campagne de France : gouvernement Reynaud

Nommé au moment où s'engage la bataille de France à la tête de la IV^e Division Cuirassée de Réserve créée pour l'occasion il repousse l'ennemi au sud de Laon (succès de Montcornet le 17 mai) puis le ralentit dans la Somme auprès d'Abbeville. Promu général de brigade à titre temporaire le 1^{er} juin il quitte le front le 5, appelé par Paul Reynaud pour remplir les fonctions de sous-secrétaire d'État à la guerre. Cette courte expérience politique lui confirme trois choses essentielles pour les décisions futures : la décomposition du gouvernement incapable de conduire une politique cohérente malgré le courage de Paul Reynaud, le défaitisme conduit par Pétain et Weygand qui contamine une partie importante de la classe politique et la volonté des Britanniques de poursuivre la lutte. C'est avec Londres que Reynaud demande à de Gaulle de négocier, le 9 puis le 16 juin. Il doit obtenir des moyens supplémentaires (avions, bateaux...). Il persuade Churchill de mettre sur pied le projet d'union franco-britannique, projet repoussé par le gouvernement français. De retour à Bordeaux le 16 dans la soirée, il apprend la formation proche d'un nouveau gouvernement avec Pétain comme Président du conseil. Le général se fend dans ses mémoires d'une formule incisive, résumant ce qu'il pense effectivement de l'homme qui s'apprête à demander un arrêt des combats : « Pétain fut un très grand homme mort vers 1925 » (Lettres, notes et carnets, 1941-1943, p. 187).

N'exerçant pas de commandement, libre de ses mouvements, il prend l'avion le 17 au matin pour l'Angleterre accompagné du général Spears, représentant de Churchill, en mission auprès des autorités françaises. Il rencontre Churchill dans l'après-midi qui lui accorde l'autorisation de prendre la parole à la radio à destination de la France.



Cabinet Paul Reynaud.

De g-dr : Frossard, Chichery, J. Prouvost, P. Reynaud, Février, Y. Delbos, le général De Gaulle et Pernod. Mai 1940.

© Roger Viollet.

Photographie du gouvernement Paul Reynaud, du 22 mars 1940, remanié le 18 mai puis début juin ; de Gaulle y figure après le 6 juin 1940.

À partir du 18 mai, Pétain en est vice-président. E. Daladier est ministre de la Défense, remplacé le 18 mai par P. Reynaud lui-même, qui a exercé jusqu'alors les fonctions de ministre des Affaires étrangères. À partir du 18 mai, G. Mandel est ministre de l'Intérieur en remplacement de Henry Roy. Charles de Gaulle, présent en arrière-plan sur la photographie est sous-secrétaire d'État à la défense nationale à partir du 6 juin.

Les documents proposés ici permettent à l'enseignant de construire un (ou le) parcours du général de Gaulle jusqu'au 18 juin 1940. Sans tomber dans des formes de déterminisme, le choix de 1940 peut s'expliquer par les composantes, les inflexions de ces cinquante années : l'homme du 18 juin 1940 a 50 ans ! Son engagement original dans la Seconde Guerre mondiale, le choix du refus, de la poursuite de la guerre en s'exilant d'une terre qu'il chérit par-dessus tout participent de cette trajectoire longue d'une formation, de l'élaboration d'une idée de la Nation, du rôle de l'homme dans les événements.

Le Général de Gaulle lance l'appel aux Français à la radio BBC de Londres le 18 juin 1940. [Voir la vidéo sur le site de l'INA](#)



Le général De Gaulle qui dirige la division des Forces Françaises Libres basée en Angleterre, adresse un discours à ses compatriotes de la France occupée, depuis les studios de la BBC de Londres le 30 octobre 1941.

© Rue des Archives / RDA

L'appel du 18 juin prononcé à la radio de Londres : texte et pistes de commentaire pour la classe (3e, 1re, cycle 3 du primaire)

Contexte d'un document

Le 17 juin 1940, les Allemands sont sur la Loire, ils finissent d'encercler les armées de l'Est et détiennent un million de prisonniers. Militairement utile, l'occupation de Verdun, depuis le 16 juin, se veut aussi symbolique : les troupes allemandes organisent une cérémonie devant le monument aux morts de la Grande Guerre avec défilé militaire.

L'Italie crée le front des Alpes. 7 à 8 millions de réfugiés civils, dans le même mouvement que les troupes, fuient la progression de l'armée allemande.

À Londres, si Churchill autorise l'accès au micro de la BBC, le War cabinet soulève une objection : le général de Gaulle est persona non grata du gouvernement français. Or les Anglais estiment qu'il reste encore une possibilité que ce gouvernement agisse contre l'Allemagne. Churchill passe sa journée à préparer un discours qu'il doit prononcer devant les élus de la Chambre des communes. Spears, obstiné, obtient l'accord du cabinet. L'allocution du général de Gaulle n'a été autorisée que tardivement et avec un texte modifié dans son entrée en matière.

À 18 heures, le 18 juin, le général de Gaulle entre dans le bâtiment de la BBC qui surplombe Oxford Circus. Jean Marin, correspondant de l'agence Havas à Londres, future voix de la France Libre, de l'émission « Les Français parlent aux Français », livre un témoignage : un collaborateur de la BBC, Gibson Parker, installe le général dans un studio devant un microphone, lui propose un essai de voix. De Gaulle dit alors « la France », le technicien répond : « parfait, nous sommes prêts ». La scène n'a duré que quelques secondes.

Avertissement : Le texte radiodiffusé ce jour précis, prononcé par le général, commençait par : « Le gouvernement français a demandé à l'ennemi à quelles conditions pourrait cesser le combat. Il a déclaré que, si ces conditions étaient contraires à l'honneur, la lutte devait continuer ». Voilà ce que de rares personnes, les services radios européens notamment suisses, ont effectivement entendu. Cette formule conçoit la possibilité d'un sursaut démocratique du gouvernement, ce à quoi de Gaulle n'a semble-t-il jamais cru. Elle fut imposée par les Anglais, nous l'expliquons un peu plus loin dans la présentation. Le texte passé à la postérité et transformé en acte de naissance de la France Libre n'est donc pas, dans son introduction, celui qui a été prononcé.



Siège de la BBC à Londres. Photographie de guerre, date inconnue.

Composante de la guerre des ondes, ce bâtiment a abrité de nombreux intervenants originaires des différents pays en guerre, occupés par les puissances totalitaires et qui ont utilisé la radio pour entrer ou rester en contact avec leurs populations. L'appel du 18 juin 1940 appartient à cette guerre des ondes associée aussi aux images de populations écoutant clandestinement ces émissions et plus souvent montrées notamment dans le cadre français

Siège de la BBC de Londres. 1996.
© akg-images / Michael Teller.

Texte commenté de l'appel du 18 juin 1940

Rappelons que les propositions de commentaires sont à destination des élèves. Chacun peut bien évidemment les nourrir davantage.

« Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises, ont formé un gouvernement. Ce gouvernement, alléguant la défaite de nos armées, s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat. »

Le terme « chefs » désigne, dans une approche militaire et non politique, la clique Weygand-Pétain appelée au pouvoir par le président Lebrun en remplacement de Paul Reynaud.

« Ont formé un gouvernement », « ... ce gouvernement... » : la répétition des termes insiste sur le caractère politique de la démarche. Paul Reynaud voulait maintenir l'esprit de guerre, l'alliance avec l'Angleterre (accord du 28 mars interdisant toute négociation en vue d'une paix séparée) et utiliser l'Empire pour continuer la lutte. Combattu par Weygand, plus discrètement par Pétain, il démissionne le 16 juin au soir. Pétain est alors nommé président du Conseil par le président de la République Lebrun. Il est persuadé à cette date que la défaite est inévitable, de même qu'il est très critique sur l'attitude de la Grande-Bretagne qu'il juge responsable d'avoir jeté la France dans la guerre sans lui porter assistance. Deux objectifs semblent l'animer : sortir la France des combats et construire une France nouvelle. (lien vers texte de l'allocution du 17 juin des documents complémentaires).

17 juin 1941, anniversaire du discours du 17 juin 1940. Rappel de la situation qui justifie le choix de l'armistice et le texte du discours repassé aux Français. Il sert de base à l'acceptation par les Français de la situation de 1941. [Voir la vidéo sur le site de l'INA](#)

L'appel est avant tout une réponse à ce discours de Pétain.

« Nombreuses années... », l'auteur rappelle ici la stratégie conduite par l'école de guerre. Pour de Gaulle, les nouveaux détenteurs du pouvoir politique sont ceux qui depuis la Grande Guerre dirigent l'armée française : ils transfèrent au politique dans des conditions tragiques les pensées qu'ils ont appliquées à l'école de guerre après la victoire de 1918. Au mouvement et à la modernité fondés sur une réorganisation des corps de troupes au profit d'une cavalerie mécanisée développée (le poids des chars dans la guerre moderne), ils ont préféré la stratégie de la protection des troupes par un « enterrement » dans les boyaux de la Ligne Maginot. Motivée par l'effroyable bilan de la Grande Guerre, cette stratégie s'avère inadaptée à la guerre moderne.

L'inéluctabilité de la défaite est présentée à travers le terme « alléguant » quand la victoire militaire allemande n'est pas encore tout à fait acquise... Le commandement français tient rapidement la défaite pour réalité et, avec l'accord de Pétain, invite à conclure un armistice. Le terme n'est pas utilisé. Le général de Gaulle lui préfère l'expression « cesser le combat ». Double intérêt de la formule. Il ne s'agit pas de mettre fin à la guerre. Il ne s'agit pas de capitulation de l'armée. Pour Pétain l'armistice est un geste politique qui exonère l'armée de toute responsabilité. Jean-Louis Crémieux-Brilhac voit dans une éventuelle capitulation de l'armée, le moyen laissé comme à la Belgique de poursuivre la guerre outre-mer.

La proposition d'armistice confirme la permanence de l'État (refus de la capitulation), et permet de faire endosser la défaite à la IIIe République dans un accord de gouvernement à gouvernement. L'ennemi n'est pas encore précisément désigné : l'Allemagne, l'Allemagne nazie, la Wehrmacht... ?

Certes, nous avons été, nous sommes, submergés par la force mécanique, terrestre et aérienne, de l'ennemi.

Quelle est la situation militaire au 17 juin 1940 ? Le discours fait allusion à la composition matérielle de la Wehrmacht, à la Blitzkrieg... Le nombre de divisions est sensiblement équivalent entre les Alliés et les Allemands (145 contre 141), les matériels d'artillerie sont légèrement à l'avantage des Alliés (14 100 pièces contre 14 000), mais les forces mobiles blindées sont équivalentes (autour de 4 100 chars dans chaque camp), seules les forces aériennes sont à celui des Allemands (2 200 avions contre 4 100). Les statistiques montrent que l'infériorité numérique et matérielle n'est pas d'une grande évidence, les causes de la défaite sont ailleurs.

Infiniment plus que leur nombre, ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui nous font reculer. Ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui ont surpris nos chefs au point de les amener là où ils en sont aujourd'hui.

De Gaulle remet en cause la supériorité numérique de l'adversaire (annoncée par Pétain comme argument de la défaite le 17 juin). Il est possible ici d'évoquer la psychose nationale depuis la fin du XIX^e siècle d'une démographie française marquée par l'affaiblissement numérique. Nourrir numériquement la nation, augmenter le nombre de soldats a joué un rôle non négligeable dans la mise en place de la loi des trois ans avant la Grande Guerre. La reprise de l'argument par Philippe Pétain n'est pas surprenante et sa réceptivité par l'opinion publique est grande. L'auteur de l'appel opère une critique de la stratégie des décideurs français en comparaison du dynamisme et de la mobilité au cœur de la stratégie allemande. Il critique également la méconnaissance de l'ennemi, les chefs ne sont-ils pas « surpris », résultat de l'impréparation ou impéritie ? Une analyse courte du fonctionnement de la Blitzkrieg éclaire la situation pour les élèves. Il s'agit d'enchaîner : une attaque aérienne déstabilise, fait paniquer, détruit les axes et nœuds de communication, ralentit la progression et l'organisation de la défense, puis la pénétration des blindés fait sauter les verrous de défense et conquiert le territoire, qu'ensuite les troupes de l'infanterie occupent.

Dans une émission de radio enregistrée sur le front de l'Aisne le 21 mai et diffusée le 2 juin à la demande du quartier général, de Gaulle émet des jugements proches de ceux du 18 juin : avantage pris par l'ennemi, appuyé sur les blindés et les avions... L'appel reprend partiellement un contenu déjà évoqué.

Mais le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non !

À l'armistice opposer la poursuite de la guerre ailleurs, autrement... Refuser l'armistice comme une humiliation, « le crime originel » qui ôte toute légitimité au nouveau pouvoir aux yeux du général de Gaulle.

Croyez-moi, moi qui vous parle en connaissance de cause et vous dis que rien n'est perdu pour la France. Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire. Car la France n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle a un vaste Empire derrière elle. Elle peut faire bloc avec l'Empire britannique qui tient la mer et continue la lutte. Elle peut, comme l'Angleterre, utiliser sans limites l'immense industrie des États-Unis.

Contredire la notion d'isolement, refuser l'acceptation de la défaite comme moyen d'obtenir une situation favorable dans une Europe dominée par l'Allemagne.

De Gaulle manifeste le sentiment, très vite ressenti par d'autres, comme Churchill par exemple, que l'Allemagne a peu de chances de remporter une guerre longue et que les victoires allemandes contiennent leurs limites techniques et matérielles.

L'existence d'alliés possibles, fixés dans le camp occidental : Angleterre présentée avec son Empire sur lequel le soleil ne se couche jamais, la maîtrise des mers notamment l'Atlantique dans ses relations avec l'industrie des États-Unis. L'auteur rappelle les forces disponibles de l'Empire français, à retourner contre autorité se mettant en place en France. Si la conviction que les États-Unis entreraient en guerre n'est pas affirmée, les productions industrielles via la loi cash and carry atteignent de façon privilégiée les démocraties occidentales. Se maintenir dans le camp des démocraties combattantes permettrait d'avoir accès à ces productions indispensables pour poursuivre la guerre.

Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale. Toutes les fautes, tous les retards, toutes les souffrances, n'empêchent pas qu'il y ait, dans l'univers, tous les moyens nécessaires pour écraser un jour nos ennemis. Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pourrions vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là.

Voilà la nouveauté : un élargissement de l'espace du conflit. À la conception centrée sur l'espace national, effectivement conquis et occupé, de Gaulle oppose la perspective d'une guerre touchant l'ensemble de la planète par l'entrée en guerre d'espaces éloignés soit par appartenance aux empires coloniaux, soit par présence sur les routes fondamentales comme les espaces maritimes, soit du fait de l'entrée en guerre des puissances pour l'instant à l'écart du conflit.

Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi. Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.

Utilisation du terme « résistance » : insister sur la situation de début de guerre, appel ciblé sur des professions utiles : militaires, ingénieurs, ouvriers, dans l'optique de la poursuite du combat. La démarche n'est pas politique, il ne s'agit pas d'un appel aux forces classiques actrices de la vie politique, mais bien de préciser l'enjeu du propos : poursuivre la guerre est une affaire de spécialistes. Le terme « résistance » est utilisé ici pour la première fois dans le discours gaullien. (Voir cas de la Pologne).

« actuellement à Londres » : la fixation géographique de la future France Libre n'est pas arrêtée, l'Empire peut accueillir ceux qui veulent poursuivre le combat. Londres est pour le moment une résidence permise par les autorités britanniques, utilisée par d'autres résistances européennes ou des gouvernements en exil. Elle n'est cependant pas envisagée comme permanente. Éventualité de partir pour l'Empire ? Prévision d'une guerre à nouveau transférée sur le sol de France ?

Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la Radio de Londres. »

Création d'une permanence de la relation entre de Gaulle et les Français.

Un nouvel appel est prévu pour le 19 juin : un texte figure sous cette date dans le recueil des appels et messages. Il prend une dimension particulièrement forte : appel à l'insoumission des principaux responsables de l'Empire, dénonciation des choix politiques du gouvernement de Pétain qui se place « ... sous la servitude de l'ennemi... », mais surtout, le général de Gaulle proclame parler au nom de la France. Cet appel n'a pas été diffusé et est sans doute daté du 22 ou du 23 juin, après la signature de l'armistice. Jean Louis Crémieux-Brilhac présente l'ensemble des textes et préfère donc parler des « appels de juin 1940 ».

Portée du document

Diffusé vers 22 heures, cet appel prononcé le 18 juin n'a pas été enregistré. Le texte ne peut être fondateur que si l'autorité du général est reconnue, acceptée, avec le crédit de W. Churchill. Jusqu'au 19 juin au soir, le lecteur de chaque bulletin d'informations en langue française lit de longues citations de l'appel à la BBC.

L'appel ne prend pas en compte des dimensions importantes de la guerre. L'approche idéologique par exemple est absente. Faut-il relier cela à des temps où la démocratie n'est pas une évidence pour de Gaulle ?

Qui a entendu l'appel ? Les émissions de la BBC sont encore peu écoutées en France, les nouvelles circulent par le bouche à oreille, la BBC fournit à la presse française une version du texte, reprise par les journaux comme Le petit Provençal qui publie le texte de l'appel, dès le 19 juin. « Je n'ai pas entendu l'appel du 18 juin et je ne crois pas en avoir eu connaissance avant la fin de 1941 mais dès le mois de juillet 1940 j'ai connu le défi relevé par le général de Gaulle. Je l'ai appris par les Allemands... ». C'est en ces termes que Jean-Louis Crémieux-Brilhac s'exprime pour la revue Résistance, se faisant sans doute l'écho de nombreuses situations de 1940.



Première page du journal « le Petit Provençal », le 19 juin 1940 avec les déclarations de Winston Churchill et une référence à la résistance du général Charles De Gaulle (appel du 18 juin).

© Rue des Archives / AGIP.

Dans son édition du 30 janvier 2010, le journal Ouest-France annonce le décès de Pierre Benielli, l'un des vétérans de la Résistance, à l'âge de 100 ans à l'Institution nationale des Invalides. Il avait été décoré des insignes de commandeur de la Légion d'honneur aux Invalides le 18 juin 2009. Se confiant à l'AFP, il avait alors dit : « Lorsque j'ai entendu l'appel diffusé depuis Londres, j'ai tout de suite été persuadé que cette guerre perdue par la France serait gagnée par les États-Unis et qu'il suffirait de survivre pendant trois ou quatre ans » (cité par le journal). La formule est intéressante, avoir entendu l'appel est pour lui une évidence qui provoqua l'entrée en résistance de ce combattant de la lutte antifasciste des années trente.

Où et comment a-t-il entendu cet appel ? Est-ce bien le 18 juin ? Ou est-ce l'une des présentations plus tardive de ce message sous des formes diverses ? Pour son propre parcours cela importe peu. Pour l'approche historique ne sommes-nous pas confrontés à cette situation particulière d'une reconstruction des faits, d'un appel à la portée extraordinaire mais qui ne fut pratiquement pas entendu le jour même ?

Michèle Cointet insiste sur le fait qu'il y a contraste entre le faible écho immédiat de l'appel et sa « fructueuse postérité ». Le général de Gaulle est condamné à mort le 2 août 1940 pour trahison et désertion en temps de guerre.



Le tronçon du glaive ! Le général de Gaulle passe en revue des troupes le 14 juillet à Londres. Le glaive a été brisé par les gouvernants français qui ont choisi l'armistice. Les résistants, comme de Gaulle l'a très tôt affirmé pour lui-même, ont repris « le tronçon du glaive ».

*Le général De Gaulle passe en revue les commandos des Forces navales Françaises Libres (FFL) à Londres.
© Roger Viollet.*

Affiche de l'appel du 18 juin 1940 : pendant l'été 1940, des affiches ont été placardées sur les murs de Londres. Elles reprennent partiellement le contenu de l'appel avec lequel elles sont souvent confondues. Elles diffusent la pensée du général de Gaulle, permettent de toucher les Français présents en Angleterre, et précisent un nom, renforcé par la signature, une adresse londonienne qui s'apparente à un quartier général de forces à constituer. Nous retrouvons cette affiche dans de nombreux lieux publics français où elles furent affichées après la guerre. Quelques communes l'ont même associée au monument aux morts de la Grande Guerre renforçant la continuité des conflits contemporains, en le reproduisant sur des plaques émaillées comme les tableaux d'honneur de la Grande Guerre.



Affiche de propagande du général De Gaulle, exilé à Londres, appelant les français à s'unir dans l'action, le sacrifice et l'espérance durant la seconde guerre mondiale. 1940.
© TopFoto / Roger Viollet.

Discours du 22 juin : [voir la vidéo sur le site de l'INA](#) (rubrique « Histoire et conflits », taper « appel de Gaulle » dans le moteur de recherche de l'INA, vidéo « Appel de Gaulle à Londres le 22.6.1940 »).

La mise en mémoire du 18 juin 1940

Jean-Louis Crémieux-Brilhac propose donc de parler de l'ensemble des appels du général de Gaulle de juin 1940, au point que l'appel daté du 18 mit du temps avant de devenir la date référence. Elle fut bien, du reste, le résultat d'une construction mémorielle. D'autres actes et journées peuvent servir également de référence, comme la manifestation du 11 novembre 1940 à Paris, quand fusèrent des « vive de Gaulle ». Elle représente une date porteuse d'une double légitimité, doublement fondatrice : naissance de la Résistance et d'un régime politique qui s'oppose à l'État français.

La place dans les mémoires collectives ne relève pas d'une décision législative, comme pour les fêtes nationales, mais d'une construction du camp gaulliste et de Gaulle lui-même. Les textes gardés en mémoire sont le texte originel rédigé pour le 18 juin et publié le 19 par la presse britannique ainsi que le texte, non prononcé, daté du 19 juin. L'appel formulé à la BBC a été remanié par les Anglais, et nous savons aujourd'hui que celui du 19 n'a pu être rédigé que le 22 ou le 23 juin. Qu'importe, de Gaulle fixe la mémoire des dates (discours et messages). La mémoire se construit également par la mise en commémoration. Pour le 18 juin elle commence dès 1941 : accueilli par le Comité national français du Caire, le général prononce un discours repris par la BBC et dans lequel il fait du 18 juin 1940 la date de naissance de la France Libre quand la veille, à Bordeaux, le gouvernement régulier auquel il appartenait disparaissait. Le même jour à Londres, l'Association des Français de Grande-Bretagne organise une manifestation au Cambridge Theater, présidée par l'amiral Muselier, donnant la parole à René Cassin, secrétaire du Comité de défense de l'Empire. Après une présentation filmée, l'appel du 18 juin est lu. Marseillaise et God saves the king retentissent.

L'année suivante, le Royal Albert Hall reçoit un rassemblement le 18 juin, puis le 11 novembre, en présence du général de Gaulle qui prononce des discours importants (le 8 novembre les Alliés ont débarqué en Afrique du Nord mais sans la France Libre).

En 1943, alors que le Comité Français de Libération Nationale est créé le 3 juin, le général de Gaulle dépose une gerbe aux pieds du monument aux morts d'Alger. A Londres, la commémoration est devenue rituelle : Pierre Brossolette et Pierre Bloch prononcent en cette année les discours annonciateurs de victoire. Le 14 juin 1944, de Gaulle est à Bayeux, quelques jours après le débarquement de Normandie. Mais le 18, il se trouve à Alger et parle devant l'Assemblée consultative. Le discours est clair sur le rôle fondateur de l'appel du 18 juin 1940 qui « n'a eu, n'a revêtu sa signification que parce que la Nation a jugé bon de l'écouter et d'y répondre... » ou encore « ... les voies qui ont été définies le 18 juin 1940 étaient bien celles dans lesquelles la Nation entendait faire sa libération et sa rénovation... », « ... le rassemblement national pour la guerre, pour la liberté et pour la grandeur que les Français ont commencé le 18 juin 1940 et qu'ensuite, pas à pas, ils ont poussé jusqu'à son terme... ».

La guerre finie, le 18 juin 1945 prend réellement la dimension d'une nouvelle date nationale à commémorer dans le cadre de la mémoire d'un temps clos. Il met en mémoire commune les résistances intérieures et extérieures, forces de la France Libre, et FFI. Mais le choix d'en faire une célébration gaulliste est matérialisé par le dessin d'une croix de Lorraine dans le ciel de Paris.

En 1946, la donne politique s'est modifiée : le général de Gaulle a quitté le pouvoir au mois de janvier, il a présenté sa conception de l'organisation des pouvoirs publics à Bayeux le 16 juin. Depuis la fin de l'année précédente le Mont Valérien accueille un espace mémoriel. À partir de 1946, chaque année, le général de Gaulle ravive une flamme.

1947 sépare les commémorations de la IV^e République naissante de celle de l'homme du 18 juin. L'Arc de triomphe pour les premiers (Auriol, Ramadier...), le Mont Valérien pour le second.

Le Général de Gaulle lance l'appel historique du 18 juin 1940. [Voir la vidéo sur le site de l'INA](#)

En avril 1960, le général de Gaulle réalise un voyage diplomatique en Grande-Bretagne... Les travaux d'Agnes Tachin montrent à l'occasion de ce voyage le réinvestissement des événements du printemps 1940. Au moment du départ, dans un aéroport vide de tout public, habillé en uniforme de général de brigade, avec les insignes de la France Libre et le képi qu'il portait en juin 1940, le général de Gaulle reproduit le départ du 17 juin, offrant aux Français, par la retransmission télévisée sous contrôle de l'État, une idée plus précise des conditions du départ, avec l'ambassadeur Geoffroy de Courcel présent aussi ce 17 juin. La Caravelle le transportant est baptisée Lorraine ! À Londres la première cérémonie se déroule devant le monument du maréchal Foch comme il y en eut pendant toute la guerre et marquant le choix fait entre le vainqueur de la guerre et le vainqueur supposé de Verdun. Lors de la deuxième cérémonie devant Carlton's Garden siège de la résistance française pendant la guerre avec des anciens combattants, avec

un bain de foule, de Gaulle prononce un discours rappelant que l'histoire a donné raison à l'action, « il fallait que cela fût fait » pour ce qui correspond au « ... plus grand moment de nos vies... ».

Le 17 juin le site mémoriel du Mont Valérien abrite les corps de seize résistants et Français libres, dans une cérémonie qui emprunte au transfert du soldat inconnu sous l'Arc de triomphe. Le 18 juin, de Gaulle président de la République inaugure le mémorial de la France combattante devant lequel l'appel est commémoré chaque année.

Cérémonie du transfert des seize corps dans la crypte du mémorial de la France combattante, le 17 juin 1960. Sur le site de l'INA : 2 min 20 s sur la cérémonie commémorative de 1965. [Voir la vidéo sur le site de l'INA.](#)

Un événement surestimé ? Le 18 juin de quelques protagonistes du conflit, loin de l'appel

Dans la journée qui construit le destin de celui qui devient rapidement l'homme du 18 juin (appellation des ouvrages et des biographies, nous ne savons pas quand précisément la formule a été employée pour le désigner), que font les autres protagonistes de cette histoire du monde ? S'il est événement majeur de l'histoire nationale, l'appel du 18 juin s'inscrit inévitablement dans un contexte plus large que lui-même revendique. Aussi il nous paraît intéressant et utile de faire le point sur les enjeux, les inquiétudes, les attentes des chefs d'État et des corps diplomatiques, qu'ils aient ou non eu connaissance de l'appel. Nous avons retenu les journées de Winston Churchill, Adolf Hitler, Benito Mussolini, Franklin Delano Roosevelt et Joseph Staline.

Winston Churchill, le 18 juin 1940, Chef du War cabinet, Premier ministre, 1^{er} Lord du Trésor et ministre de la Défense nationale : un discours fondateur aux Communes

18 juin, anniversaire de Waterloo ! Agenda de la journée : 10 h 30, comité de défense ; 12 h 30, cabinet ; 15 h 45, déclaration, discours aux communes ; 18 heures, roi.

Churchill fait la guerre : discussion sur la construction accélérée de chars d'assaut, règlement de la situation des soldats britanniques en terre de France, mise en place des moyens militaires pour éviter une invasion, de multiples sujets cruciaux occupent un emploi du temps surchargé.

Au cabinet de guerre, animé par un esprit d'offensive, Neville Chamberlain déclare la session ouverte en l'absence de Churchill. La discussion porte sur les bombardements aériens en terres allemande et italienne, sur la prise d'initiative des troupes en Cyrénaïque, l'accueil du gouvernement belge à Londres s'il fuit le territoire envahi. Le cabinet décide de stopper la fabrication de matériels militaires destinés à la France, mais le premier Lord de l'amirauté est maintenu à Bordeaux...

La conclusion numéro 11 : le ministre de l'Information a reçu le texte d'un appel que le général de Gaulle souhaite radiodiffuser qu'il résume ainsi : « la France n'est pas vaincue,... j'invite tous les soldats français à me rejoindre... ». Le cabinet estime que le texte ne soulève aucune objection, mais que « le général de Gaulle étant persona non grata auprès de l'actuel gouvernement français », la BBC ne devra pas être mise à sa disposition « tant qu'il y aura une possibilité de voir ce gouvernement agir d'une manière conforme aux intérêts de l'alliance ». Une note suivante indique : « ultérieurement, les membres du cabinet de guerre furent de nouveau consultés à titre individuel. Il fut décidé que le général de Gaulle devait être autorisé à parler, ce qu'il fit le soir même ». Source : Public record office, Conclusions of the war cabinet, 18 juin 1940.

Churchill prépare son discours aux communes : fidélité et résolution de l'Australie, de la Nouvelle Zélande, puis du Canada. Le général Smuts rallie le jour même une Afrique du Sud partagée sur l'engagement en faveur des Anglais. La séance de la Chambre des communes commence à 14 h 45, Churchill y prend la parole à 15 h 50, acclamé par l'ensemble des députés, il choisit le monologue construit sous la forme des questions réponses. Quelques questions fortes soulignant les craintes des élus, et représentant sans doute les interrogations des populations, guident la démonstration :

- faiblesse numérique de l'engagement britannique ?
- nécessité de créer une commission d'enquête sur les responsabilités encourues par les chambres et le gouvernement dans les années qui ont précédé la guerre ?
- caractère surprenant du désastre militaire ?
- adaptation ou non de l'armée du Royaume-Uni au nouveau type de péril ?
- situation créée par la menace d'invasion ?
- effets de la supériorité navale remise en cause par l'infériorité aérienne ?
- possible victoire ?

Cette dernière question fait de la victoire un sujet d'actualité alors que le corps expéditionnaire s'est replié dans des conditions dramatiques à Dunkerque quinze jours plus tôt. Dans cette journée du 18 juin il existe un lien imprévu, improbable entre l'appel à la résistance du général de Gaulle et les paroles finales de Churchill aux communes, quelques heures plus tôt, qui invitent à l'optimisme sans effacer les difficultés, d'autant plus que ce dernier fait référence au souvenir de la Grande Guerre, au poids du moral des Alliés dans la victoire finale. La dernière phrase du discours voilée par les applaudissements de la chambre est : « Sachons assumer nos devoirs et nous conduire de telle sorte que, si l'Empire et la communauté des nations britanniques durent mille ans, les hommes disent : de toutes leurs heures, ce fut l'heure la plus belle ». L'orateur clôt son discours à 16 h 25. À aucun moment il n'a parlé du général de Gaulle mais est-ce surprenant ? Ensuite, il répond aux questions posées par d'autres orateurs, dont Lloyd George, dans le fonctionnement classique du parlementarisme anglais.

Comme de Gaulle, Churchill s'engage sur un « chemin sans retour ». Il ne répète pas « le sang, la sueur et les larmes... », mais nul ne les oublie. Au soir du 18 juin, Churchill est fixé : unanimement le pays refuse tout compromis, tout abandon, de même qu'il ne manifeste pas de francophobie, pas plus que la Grande-Bretagne ne se sent seule face aux États totalitaires. Spears réussit à persuader les proches du Premier ministre de l'importance de l'appel du général de Gaulle à l'heure où la propagande allemande va inonder la France. Il faut créer à Londres un foyer d'attraction et d'accueil de ceux qui échapperont à l'ennemi. Cependant l'appel occupe peu les esprits anglais le soir du 18 juin, il faut même attendre le 24 pour que les autorités envisagent l'existence d'un Comité français dirigé par le général de Gaulle.

Le 18 juin d'Hitler et de Mussolini : tractations pour une fin de guerre ?

Le 18 juin 1940, Benito Mussolini et Galeazzo Ciano, son gendre et ministre des Affaires étrangères, sont à Munich pour y rencontrer Adolf Hitler. Dans le chaos des vraies fausses nouvelles, les Allemands apprennent que le drapeau à croix gammée flotte sur la cathédrale de Strasbourg mais aussi que Paul Reynaud a fui vers les Amériques. Les deux hommes n'entendent pas parler de la défaite de la France mais de la poursuite de la guerre. Refus allemand de la projeter dans les Balkans, difficultés italiennes dans l'espace méditerranéen.

L'Allemagne ne souhaite pas la disparition de l'Empire britannique, facteur d'équilibre dans le monde, souhaite proposer à la France un armistice acceptable pour éviter le départ du gouvernement en Angleterre avec la flotte, ou vers l'Algérie d'où il continuerait la guerre. Ribbentrop propose même aux Italiens d'entrer dans une dynamique de paix. Les revendications italiennes, inscrites dans une volonté impérialiste affichée par Mussolini bien avant la guerre, sont territoriales : Nice, la Corse, la Tunisie, la Somalie française et le Maroc pour un débouché atlantique. À l'Angleterre seraient demandées la liberté de circulation en Méditerranée donc la démilitarisation des bases anglaises et la rétrocession de Gibraltar à l'Espagne, de Malte à l'Italie et une substitution de l'Italie à l'Angleterre en Égypte. Ciano aurait appris de cette conversation que les Allemands envisageaient l'utilisation de Madagascar comme lieu de déportation des Juifs et de création d'un État hébreu.

De fait, Hitler souhaite en finir rapidement avec la France sur les plans politiques et juridiques pour ensuite éviter un conflit maritime avec la Grande Bretagne susceptible de provoquer l'entrée en guerre des États-Unis. Il semble clair à sa diplomatie qu'il envisage une paix séparée avec la Grande-Bretagne. Dans ses notes, à la date du 18 juin 1940, Mussolini compare le Führer à un joueur qui hésite entre mettre un terme au jeu et doubler la mise des exigences.

N'y a-t-il pas du côté allemand, conscience en ce jour précis que la lutte est encore possible pour la France, au moment où les routes d'un maréchal nommé président du conseil et d'un général entrant en résistance se séparent ? Cette poursuite de la guerre ne peut se faire qu'avec l'aide des Britanniques et avec l'Empire comme base, soutien et acteur. À 21 heures, le 18 juin, l'Allemagne fait savoir au gouvernement français replié sur Bordeaux et via l'intervention diplomatique de l'Espagne, qu'elle est prête à donner ses conditions d'armistice. À 22 heures, Hitler étudie les nouvelles du jour, les troupes allemandes occupent Colmar, Caen, Cherbourg, Le Mans, Nevers... Ribbentrop présente la convocation par Molotov de l'ambassadeur allemand à Moscou pour le féliciter des succès allemands et Hitler reçoit un télégramme de Guillaume II, kaiser exilé, qui remercie Dieu de la victoire allemande. Mais entre les échos de cette victoire et les perspectives réelles face aux ennemis encore en lices, le 18 juin d'Adolf Hitler et de Benito Mussolini n'est pas simple jour festif. Des conditions d'armistice imposées aux Français dépend la poursuite de la guerre contre les Britanniques. Ainsi, l'étude de l'appel du 18 juin doit-elle aussi s'inscrire dans ce cadre large de la Seconde Guerre mondiale et non seulement dans celui de la Résistance française.

Le 18 juin de F. D. Roosevelt, chef de la première puissance mondiale

Le regard porté traditionnellement sur l'attitude des États-Unis au début de la guerre est centré sur une non-participation de la puissance à des affaires européennes, par la loi de neutralité du 4 novembre 1939. Ils maintiennent la fourniture de biens industriels et la loi cash and carry. L'embargo sur les armes est levé, si les belligérants paient comptant ou à trois mois, prennent livraison des armes et les transportent eux-mêmes. Cette mesure favorise les démocraties occidentales. Cependant le 18 juin 1940, les États-Unis, ou plus précisément l'entourage du président Roosevelt, interprètent les nouvelles qui arrivent d'Europe. Elles sont inquiétantes dans la mesure où la sécurité nationale dépend du maintien de la puissance maritime des Britanniques qui contrôlent l'océan Atlantique et permettent aux États-Unis de consacrer leurs forces navales à la défense de l'océan Pacifique où la menace est aussi présente. Bien sûr, à cette date, l'envoi de soldats US n'est ni prévue, ni envisageable, cependant la neutralité semble bien éloignée. Or les discours politiques faisant de la conscription une nécessité se multiplient. Ces positions affirmées par des hommes politiques américains ne peuvent être défendues publiquement par le président. La campagne présidentielle est engagée : les élections se déroulent en novembre 1940. La convention républicaine de Philadelphie doit quant à elle s'ouvrir quelques jours plus tard.

Dans la journée du 18 juin, les chambres réunies ont abordé les questions européennes. Les représentants rappellent la doctrine Monroe de 1823, en l'aménageant : les États-Unis n'accepteront pas que les nazis ou les fascistes italiens mettent la main sur les territoires français des Antilles ou de l'Atlantique Nord. Cependant les chambres vivent des débats animés sur le rôle que les États-Unis doivent jouer. Opposés à l'aide aux démocraties européennes, de nombreux élus, plutôt républicains, préconisent l'isolationnisme et la demande du remboursement des dettes de guerre de 1914-1918. Parallèlement, l'administration doit lutter contre les représentants officiels du IIIe Reich qui développent de leur côté une propagande pour informer le public américain.

Le 18 juin du président Roosevelt nous est connu par la rubrique « la journée à Washington », qui permet au New York Times de publier un résumé des événements de la veille. Pour la date du 18 juin, il ne retient que les entretiens du président avec le ministre de l'Agriculture, M. Wallace, puis avec le président de l'entreprise General Motors, ainsi qu'une réflexion sur un projet de loi qui instituerait le service militaire obligatoire pour les jeunes Américains. Ce dernier projet n'est pas anodin. À l'heure où les menaces se multiplient, le président prévient l'ensemble de l'opinion publique américaine partagée sur le sujet des nécessités ressenties par le pouvoir exécutif. Sans précisions sur le contenu réel du projet à soumettre, Roosevelt occupe un espace médiatique qu'il n'entend pas laisser libre pour les républicains. Le soutien de l'opinion publique, les difficultés du Great Old Party, sont des atouts dans la main de Roosevelt qui entend en juin 1940 montrer que les États-Unis se comportent en futur acteur de la guerre. Si les moyens matériels sont encore limités, Stimson, le futur secrétaire d'État à la défense, peut dire en ce 18 juin : « Nous vaincrons l'Allemagne ». Les temps de l'isolationnisme et de la neutralité sont sans doute déjà passés. Ces formules font écho au contenu de l'appel du général de Gaulle : la France « peut, comme l'Angleterre, utiliser sans limites l'immense industrie des États-Unis ».

Le 18 juin de Joseph Staline

Le 18 juin les autorités soviétiques, par la voix de Molotov qui reçoit l'ambassadeur du Reich, félicitent l'Allemagne pour ses victoires en Europe occidentale. Elles en profitent pour annoncer à leur allié récent et contre-nature le sort qu'elles ont réservé aux pays Baltes. L'Allemagne est placée ce jour précis devant le fait accompli : les trois pays Baltes sont occupés. La durée courte de la campagne de France, la vitesse d'exécution de la Wehrmacht apeurent les Soviétiques. Prennent-ils des gages protecteurs ? Anticipent-ils une attaque allemande dans une guerre envisagée ? L'occupation des pays Baltes entraîne la présence de forces militaires russes importantes sur la frontière lituano-allemande, devenue frontière commune aux Soviétiques et aux Allemands. Le 18 juin, le déroulement de la guerre pousse les Soviétiques à penser qu'Hitler fera basculer rapidement les hostilités vers l'Europe de l'est.

Le 18 juin du maréchal Pétain

À travers la journée du maréchal, nous pouvons lire l'état d'esprit de l'ensemble de la classe politique française présente à Bordeaux, ainsi que le va-et-vient des représentants de gouvernements et ambassadeurs présents sur place. Une petite bruine tombe par intermittence toute la journée.

Suite à la demande d'armistice, Bordeaux, qui a accueilli le gouvernement, vit en cette journée l'attente et le frémissement d'une classe politique dont une partie envisage de partir pour Alger. La veille, Pétain « a fait don de sa personne à la France ». Mais il attend la réponse des Allemands. L'ambassadeur d'Espagne entrevu à 10 h 20 n'a pas de réponse à transmettre, mais n'oublie pas de quémander la partie du Maroc, prix de la participation à la transaction. Hitler s'était engagé à consulter Mussolini avant de donner ses conditions. Le retard n'est donc pas surprenant, mais l'impatience est réelle. C'est le 12 juin à Cangé que M. Weygand a souligné la nécessité de signer un armistice, devant l'indécision résolue de Reynaud. Pétain prononce le 13 une déclaration solennelle qui le place à la tête du « clan » des partisans de l'armistice : « [...] Je resterai parmi le peuple français pour partager ses peines et ses misères. L'armistice est à mes yeux, la condition nécessaire à la pérennité de la France [...] ».

Vers 11 heures le président Lebrun ouvre une séance du Conseil des ministres, dans les salons de la préfecture, avec des têtes nouvelles promises à l'avenir d'un régime autoritaire de collaboration comme Raphaël Alibert, sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil dont l'un des premiers actes a été de faire arrêter Georges Mandel, aussitôt relâché, la veille ; ou comme le général Weygand ministre de la Défense ou encore l'amiral Darlan ministre de la Marine. Maxime Weygand propose un compte rendu de la situation militaire : la Loire a été franchie, la Champagne ouvre la route du sillon séquano-rhodanien. L. O. Frossard, ministre des Travaux publics, pleure sur la Haute-Saône balayée par l'armée allemande. Weygand assène à l'aréopage présent et troublé la formule forte renforçant le poids de cette clique qui prend en mains les rênes du pays : « Nous avons été très coupables en retardant la demande d'armistice ». Cette phrase tirée de ses mémoires n'a sans doute pas été soufflée par Pétain mais le maréchal devait sans nul doute partager cette conception en ce jour d'attente. Cependant, un point important sépare alors les deux hommes. Weygand rappelle que la guerre continue tant que l'armistice n'a pas été signé, « qu'il faut partout défendre le territoire de la patrie avec la dernière énergie ». « Il faut cesser le combat », formule du maréchal prononcée la veille, sans consultation du nouveau ministre de la Défense, trouble le militaire puisque pour les armées allemandes présentes sur le sol de France, la guerre continue avec le risque de se trouver confronté à la situation d'une capitulation inconditionnelle dont personne ne veut, excepté peut-être A. Hitler. Utilisant une des formules sacrificielles dont il a le secret, Pétain affirme que si les conditions d'armistice ne sont pas conformes au code de l'honneur, il restera sur le sol français et « l'ennemi me fera prisonnier ».

Au cours de ce conseil Paul Beaudouin, ministre des Affaires étrangères est confronté à la réaction des États-Unis face à cette situation : organiser le passage de la flotte française dans des ports britanniques, contrôler les Antilles... Le mécontentement du ministre est grand, l'atteinte à l'amitié franco-américaine est invoquée pour refuser la position de l'administration Roosevelt par ailleurs encore à l'écart du conflit. Il semble qu'il y ait ici à la fois inconscience de ce que l'Allemagne va imposer et manifestation d'amour-propre mal placée. Le 18 juin, le gouvernement de la France est persuadé de pouvoir empêcher l'utilisation de la flotte française par les Allemands.

Pétain a très peu parlé. Il rappelle que le serment de Cangé ne sera pas brisé, quand Lebrun imagine que le sol d'Algérie peut recevoir le gouvernement. À la sortie du conseil, vers 12 h 30, Pétain retient Beaudouin et lui propose d'envoyer Reynaud aux États-Unis comme ambassadeur, non pour s'en débarrasser mais pour placer auprès du président américain un homme auquel il fait confiance. L'entrevue avec l'ancien président du conseil commence vers 13 h 45. Reynaud demande un délai de réflexion pour accepter la mission, notamment attendre de savoir s'il peut représenter un gouvernement dont il n'accepterait pas la conduite. Il entend représenter un régime républicain, démocratique qui continuerait le combat. Cette illusion traverse les rues de Bordeaux pour quelques heures encore. Quelques parlementaires, dont Blum et Herriot, se réunissent dans l'après-midi pour discuter des conditions de travail des assemblées transportées dans les bagages des tenants du pouvoir exécutif sans respect du fonctionnement parlementaire classique.

Vers 17 heures commence une réunion entre les quatre présidents : Lebrun, Pétain, Jeanneney (président du Sénat) et Herriot (président de l'Assemblée). Rester ou partir vers l'Afrique du Nord, tel est l'enjeu de la conversation. Lebrun, auquel Pétain doit la légitimité et la légalité du pouvoir qu'il détient, propose de partir pour maintenir la continuité du pouvoir en Algérie. Herriot surenchérit : ne pas laisser l'État français prisonnier en la personne du maréchal. Pétain tient fermement ses positions, interroge la légitimité d'un gouvernement en exil. De fait, le 18 juin à Bordeaux, la question du départ importe plus que celle de l'armistice. Quelques journaux du soir, comme *Le Progrès* et *Le petit Provençal* (lien vers le Petit

Porvençal...) dans les grandes villes françaises comme Lyon où les Allemands sont entrés vers 16 heures ce même jour, publie une dépêche de Londres : un appel du général de Gaulle. R. Alibert avise la population par la même voie : de Gaulle n'a « aucune qualité pour faire des communications au public ».

Conclusion : Les journées de ces différents protagonistes relativisent la portée immédiate de l'appel. Le sentiment que l'Allemagne ne peut pas, au final, gagner la guerre semble relier certains d'entre eux : de Gaulle et Churchill sûrement, Mussolini sans doute.

Conclusion générale

Si elle se présente comme indispensable, la contextualisation de l'appel du 18 juin 1940, n'enlève rien au caractère fondateur du document. Tout juste relativise-t-elle certains points d'histoire événementielle sans rien retirer au contenu, à l'impact, tout juste permet-elle aussi de nourrir la réflexion sur la mise en mémoire et sur le rôle de l'appel dans la construction du mythe gaullien.

Texte majeur au même titre que la Charte de l'Atlantique, il s'inscrit bien dans une démarche d'enseignement sur les formes de participation au conflit, sur les réactions face aux événements, sur les choix fondamentaux qui guident l'être humain dans les temps troublés quand beaucoup sont restés passifs. Pédagogiquement il semble préférable de ne pas l'étudier seul, mais de le confronter à tout un ensemble de documents qui montreront la diversité des comportements des temps de guerre et même la diversité des engagements, le caractère pluriel de la résistance française au dedans comme au dehors, le caractère pluriel de la résistance dans un ensemble plus vaste auquel de Gaulle lui-même a donné le soir du 18 juin une dimension mondiale. Ainsi, la comparaison avec les résistances polonaises, yougoslaves, grecques, ou d'autres encore, serait bien utile en classe de première. De même, il doit être confronté aux démarches mises en place par la France Libre, comme acte fondateur de cette épopée constructrice, part importante de la Résistance française dans son ensemble.

Le travail ne prétend atteindre aucune exhaustivité, ainsi de nombreux points sont supposés, connus, maîtrisés et, surtout, les documents les concernant sont abondants et faciles d'accès comme pour la défaite ou l'exode par exemple.

Nous avons choisi de faire appel à des archives cinématographiques pour diversifier les supports pédagogiques et offrir des séquences de l'Institut National de l'Audiovisuel, de l'Établissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense (ECPAD, Fort d'Ivry) qui sont connues mais rarement diffusées. Dans ce dossier en ligne, elles sont facilement accessibles grâce aux liens, mais se présentent aussi comme des entrées aux fonds extrêmement riches de ces deux institutions que l'enseignant pourra fréquenter avec profit pour bien d'autres thèmes (conflits contemporains, relations internationales, colonisation/décolonisation...).

Mais surtout ces séquences audiovisuelles ont pour objectifs d'être mises en regard les unes avec les autres : les différentes façons de vivre les mêmes moments, les différentes interprétations des mêmes événements, les différentes formes de la mise en mémoire... À ce titre, le discours du maréchal Pétain du 17 juin 1941 est particulièrement utile (anniversaire du discours de 1940, justification de la politique suivie, condamnation des autres choix, situation des populations françaises...).

Le site « Pour mémoire » a pour vocation de rappeler un événement dans ses diverses dimensions, et de donner un regard rénové en offrant une diversité de supports pédagogiques facilement utilisables dans nos cours de l'école primaire au lycée, quelle que soit la mise en œuvre pédagogique retenue.

Ressources

Documents complémentaires, projet pédagogique

Document : allocution du maréchal Pétain du 17 juin 1940, prononcée à 11 h 30 à la radio de Bordeaux et annonçant à la nation qu'il a demandé à l'ennemi les conditions d'un armistice. Réception de l'allocution : surprise, larmes mais aussi soulagement général : pour les soldats encore en guerre, pour les populations sur les routes, pour les administrateurs devant faire face à la situation.

« Français !

À l'appel de M. le Président de la République, j'assume à partir d'aujourd'hui la direction du gouvernement de la France. Sûr de l'affection de notre admirable armée qui lutte, avec un héroïsme digne de ses longues traditions militaires, contre un ennemi supérieur en nombre et en armes ; sûr que, par sa magnifique résistance, elle a rempli ses devoirs vis-à-vis de nos alliés ; sûr de l'appui des anciens combattants que j'ai eu la fierté de commander, sûr de la confiance du peuple tout entier, je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur. En ces heures douloureuses, je pense aux malheureux réfugiés, qui dans un dénuement extrême sillonnent nos routes. Je leur exprime ma compassion et ma sollicitude.

C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat. Je me suis adressé cette nuit à l'adversaire pour lui demander s'il est prêt à rechercher avec moi, entre soldats, après la lutte et dans l'honneur, les moyens de mettre un terme aux hostilités. Que tous les Français se groupent autour du gouvernement que je préside pendant ces dures épreuves et fassent taire leur angoisse pour n'obéir qu'à leur foi dans le destin de la patrie ».

Discours de Philippe Pétain, juin 1941- [Voir la vidéo sur le site de l'INA](#)

Comparer deux armistices : 11 novembre 1918 – 22 juin 1940



Foch
11.11.18
Weygand

La photographie prise devant le wagon du train où vient d'être signé l'armistice. Ce wagon fut réquisitionné auprès de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits afin d'être affecté au train de l'état-major. Le maréchal Foch est au premier plan, deuxième sur la droite, entouré par les deux amiraux britanniques Hope et Rosslyn Wemyss. La pose sur la photographie est figée. On peut noter le côté très solennel. Il est intéressant de faire remarquer que Foch, présent le 11 novembre 1918, fait partie des protagonistes acteur du conflit dès la première bataille de la Marne.

Le maréchal Foch, l'amiral Wemyss, le général Weygand et leur suite, devant le wagon de l'armistice à Rethondes, le 11 novembre 1918.
© Roger Viollet.



*Adolf Hitler, Hermann Goering, Rudolph Hess et d'autres chefs nazis dans la forêt de Compiègne pour la signature de l'armistice français, le 22 juin 1940.
© Ullstein Bild / Roger Viollet.*

Le professeur pourra faire remarquer la permanence du lieu choisi (Rethondes et le wagon qui a servi à la signature de l'armistice en 1918). Pour l'anecdote, il est possible de préciser que le wagon a été transféré en Allemagne et qu'il a brûlé lors des bombardements de la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Les nazis réinvestissent la clairière de Rethondes : présence militaire imposée sur le chemin qui conduit au wagon, drapeaux à croix gammée, puis au lieu de négociation, présence des principaux dignitaires du régime nazi, accueil humiliant des représentants des autorités françaises, militaires et civiles. Il s'agit bien d'images allemandes à vocation informative mais aussi de propagande : retour sur l'histoire d'une Allemagne vaincue en 1918 mais qui construit rapidement le mythe d'une non-défaite. Le lieu choisi s'inscrit alors dans une démarche de conflit compris sur le temps long, de 1914 à 1940, une guerre civile européenne, une nouvelle guerre de trente ans.



*Adolf Hitler et Hermann Goering, à Compiègne, quittant le wagon après la lecture du préambule de l'armistice avec la France vaincue, le 21 juin 1940.
Deutsches Historisches Museum, Berlin, Allemagne / © DHM / Bridgeman Giraudon.*



Deuxième rang, de g à dr: Erich Raeder, Adolf Hitler, Rudolph Hess et Hermann Goering et d'autres chefs nazis dans la forêt de Compiègne pour la signature de l'armistice franco-allemande, le 22 juin 1940. © Ullstein Bild / Roger Violette.

Hitler et des hauts dignitaires nazis passent devant la statue du maréchal Foch (chef des forces alliées de la Première Guerre mondiale) avant d'entrer dans le wagon où va être signé l'armistice de 1940, dans la clairière dans la forêt de Compiègne où fut signé celui de 1918. En présence d'Hitler, le Reichsmarschall Göring, le ministre des Affaires étrangères du Reich Von Ribbentrop, l'amiral Raeder, chef de la Kriegsmarine, le maréchal Keitel, le général Von Brautchtsh, chef de la Wehrmacht.

Il existe un photogramme, capture d'écran du film allemand de 1940 puis d'un film de propagande de l'armée américaine de 1943, [*Divide and Conquer* \(Why We Fight #3\)](#) réalisé par Frank Capra et basé en partie sur des archives des actualités de l'époque, des animations, des reconstitutions de scènes, et du matériel de propagande capturé provenant des deux bords. [La capture montre Hitler \(au second plan, la main au côté\) et des hauts dignitaires nazis regardant la statue du maréchal Foch](#) (chef des forces alliées de la Première Guerre mondiale) avant d'entrer dans le wagon où va être signé l'armistice de 1940. La statue de Foch peut symboliser le caractère figé de la stratégie française.

Bibliographie indicative

(tant l'historiographie consacrée à de Gaulle et à l'appel du 18 juin est nourrie)

- Agulhon Maurice, de Gaulle, histoire, symbole, mythe, Paris, Plon, 2000, 163 p.
- [Broche François, Caïtucoli Georges, Muracciole Jean-François, La France au combat de l'Appel du 18 juin à la victoire, Perrin – Scérén-CBDP, 2007, 848 p.](#)
- Crémieux-Brilhac Jean-Louis, La France Libre, tomes I et II, Paris, Folio, 1996, 845 p.
- Douzou Laurent, La Résistance française : une histoire périlleuse, Paris, Points Seuil, 2005, 365 p.
- Delpla François, Churchill et les Français, Oswald, Éditions du Polygone, 2000, 620 p.
- Roussel Éric, Charles de Gaulle, Paris, Gallimard, 2002, 1 032 p.
- Schumann Maurice, Un certain 18 juin, Paris, Plon, 1980, 307 p.

Sitographie

- [Fondation de Gaulle](#) : la Fondation Charles de Gaulle se donne pour missions d'entreprendre et de faciliter toute recherche historique sur le Général, de rassembler les documents et objets gaulliens mais aussi de faire connaître l'œuvre et l'action du général de Gaulle au grand public et aux scolaires, en France et à l'étranger.
- [Fondation de la France Libre](#) : la Fondation de la France Libre a pour mission de participer au devoir de mémoire. La Fondation s'implique chaque année dans la réalisation du Concours national de la Résistance et de la Déportation
- [ECPAD](#) : les fonds d'archives conservés à l'ECPAD comprennent près de 3 millions de photographies et 21 000 titres de films.
- [Musée de la Résistance Nationale et le Centre de Conservation et de Consultation](#) : le musée se donne deux des missions principales : conserver le patrimoine, l'un des plus importants concernant la Résistance française et proposer à la consultation les pièces des collections qui ne sont pas présentées dans les expositions permanentes ou temporaires des sites fédérés du Musée de la Résistance Nationale. Ce patrimoine - contrôlé par la Direction des Musées de France et dévolu aux Archives Nationales - est constitué aujourd'hui par plus de 500 000 pièces de toutes natures offertes par des organismes publics, associations, particuliers français et étrangers, ou acquises par le musée.
- [INA](#) : l'INA propose le site des archives audiovisuelles des discours de Charles de Gaulle.

Ressources Scérén

- [Educasources](#) : recension d'une sélection de ressources pertinentes...
- [Histoire et mémoire des deux guerres](#) : l'histoire des deux guerres mondiales et la transmission de la mémoire : les rapports entre mémoire et histoire ; la politique de mémoire de l'État ; les oubliés de la 1^{re} guerre mondiale ; la mémoire de Vichy et de la Shoah depuis 1945 ; Reims le 7 mai 1945, un lieu et une date oubliés ; enseigner la mémoire. (Les lieux de mémoire en Champagne-Ardenne et en France, enseigner l'histoire des deux guerres mondiales, les associations-fondations de résistants et de déportés, le Concours national de la Résistance et de la Déportation, ressources documentaires, informations, liens vers d'autres sites).
- [L'appel du 18 juin, Sylvie Alloneau, Séverine Boutin, Hervé Pernot, Cndp-La Cinquième, 2000](#) : événement mythique s'il en est – donc fabriqué et puisant sa force dans l'éclairage de l'histoire – l'appel du 18 juin 1940 par de Gaulle est dans toutes les mémoires. On montre ici comment ont été réalisés les divers documents relatifs à son discours, lequel n'a été d'abord qu'une « bouteille à la mer », qui a laissé son auteur seul et sans écho. On voit aussi l'état de la résistance extérieure en 1940, et la détermination d'un homme qui réussit finalement à s'imposer.